

ARRETE n° 73-368/CG du 6 août 1973 fixant le prix des patates de production locale

1 - Les prix maxima des patates de production locale sont fixés comme suit, par kilogramme :

- prix d'achat à la production : 40 F.
- prix de vente au consommateur : 60 F.

2 - En aucun cas les prix de vente au détail des patates d'importation ne pourront être supérieurs à ceux fixés au 1 ci-dessus.

3 - L'arrêté n° 73-250/CG du 21 mai 1973 est abrogé.

4 - Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ARRETE n° 73-369/CG du 6 août 1973 fixant le prix des ignames de production locale

1 - Les prix maxima des ignames de production locale sont fixés comme suit, par kilogramme :

- prix d'achat à la production : 60 F.
- prix de vente aux consommateurs : 90 F.

2 - Les prix des ignames de production locale pourront être librement débattus entre producteur et acheteur au cours des mois de février, mars et avril de chaque année.

3 - En aucun cas les prix de vente des ignames d'importation ne pourront être supérieurs à ceux fixés au 1 ci-dessus.

4 - L'arrêté n° 73-242/CG du 21 mai 1973 est abrogé.

5 - Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ARRETE n° 73-370/CG du 6 août 1973 déclarant d'utilité publique la création de périmètres de protection pour la conservation des eaux du creek Martin au Mont-Dore

1 - Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection suivants ; en vue d'assurer la conservation de la qualité des eaux du creek Martin au Mont-Dore (cf plan au 1/25.000) :

- a) Un périmètre de protection immédiate situé autour de la prise d'eau sur le creek Martin, dans lequel tout accès sera interdit, et qui sera acquis en pleine propriété par la Municipalité et clôturé. Il sera constitué de deux bandes de 4 m de large situées de part et d'autre de la rivière et s'étendant 10 m à l'amont de la prise et 10 m à l'aval.
- b) Un périmètre de protection éloignée intéressant le bassin versant du creek Martin dans sa partie située au-dessus de la prise d'eau et dans lequel toutes

déchargés ou toutes autres causes susceptibles de nuire à la qualité des eaux seront interdites.

2 - Les périmètres visés au 1 ci-dessus sont constitués à titre provisoire. Ils pourront être notamment levés le jour où une autre ressource en eau potable jugée suffisante aura été mise à la disposition de la collectivité.

**ACTES EMANANT DES SERVICES ADMINISTRATIFS
VICE-RECTORAT**

DECISION n° 19-446/VR du 31 juillet 1973 modifiant la décision n° 19-717/VR du 15 novembre 1972, mettant provisoirement à la disposition des Inspecteurs départementaux de l'Education Nationale des Institutrices du Cadre Métropolitain

Pour compter du 15 août 1973, les dispositions des articles 1er et 2 de la décision n° 19-717/VR du 15 novembre 1972 sont abrogées, uniquement en ce qui concerne la mise à disposition de l'Inspecteur Départemental de l'Education Nationale de la 2ème circonscription de Mme Loiseau Françoise, institutrice de 4ème échelon du Cadre Métropolitain et son affectation à l'école du 5ème km.

PUBLICATIONS LÉGALES

**TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PORT-VILA
(Nouvelles-Hébrides)**

AVIS D'IMMATRICULATION

D'une déclaration déposée le 27 juillet 1973 au Greffe du Tribunal de Première Instance de Port-Vila il résulte que :

La «SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MATÉRIAUX» en abrégé «SOGEMAT», Société à responsabilité limitée au capital de 400.000 francs N. H., dont le siège social est à Port-Vila, Immeuble AH POW, Rue Higginson, ayant pour objet l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la consignation de tous produits, matériaux et matières en provenance de tous pays, a fait une demande d'immatriculation au Registre du Commerce de Port-Vila (Nouvelles-Hébrides).

Ladite Société est immatriculée sous le n° 73 B 121. Administration de la Société : Monsieur ARDIMANNI, de nationalité française, demeurant à NOUMEA.

Port-Vila, le 27 juillet 1973
Le Greffier en Chef
M. RIGAUT